

Ce "laxisme" outre-Rhin à l'égard des discours anti-allemands auquel Merkel doit répondre à la veille des élections



Le référendum pour étendre les pouvoirs du président Turc va avoir lieu le 16 avril prochain. La diaspora turque installée en Allemagne pourrait avoir un rôle capital dans ce scrutin. C'est dans ce contexte qu'est intervenu la série d'annulation des meetings de l'AKP.

Avec Gérard-François Dumont

Atlantico : Alors que la Turquie organise un référendum le 16 avril prochain sur un projet de réforme constitutionnelle visant à renforcer les pouvoirs du président turc, plusieurs meetings de soutien à ce projet, organisés en Allemagne, ont été annulés, ce que le président Erdogan a qualifié de "pratiques nazies". Outre le qualificatif employé, que révèle ce climat du rapport de force actuel entre l'Allemagne et la Turquie ?

Gérard-François Dumont : Le président turc Recep Tayyip Erdogan n'a pas qualifié par hasard de pratiques "nazies" le fait que plusieurs villes allemandes aient décidé d'annuler des meetings. Leur l'objet était de faire, auprès des électeurs turcs vivant en Allemagne, la promotion du "oui" pour le référendum du 16 avril portant sur le projet de réforme constitutionnelle. En effet, Erdogan considérait et considère que ces meetings sont essentiels pour mobiliser les 1,5 million de Turcs vivant sur place (au total, avec environ quatre millions d'électeurs potentiels, les Turcs de l'étranger représentent 8% du corps électoral turque.)

La "diatribe d'Erdogan" (Selon la formulation du journal *Le Monde*, 7 mars 2017 à propos de la phrase d'Erdogan : "Vos pratiques ne sont pas différentes de celles des nazis".) du 5 mars 2017 révèle d'abord les rapports de force électoraux en Turquie. Recep Tayyip Erdogan sait parfaitement que, lors des précédentes élections législatives turques, son parti, l'AKP, a obtenu des résultats très satisfaisants auprès des Turcs vivant en Allemagne. En effet, ces derniers ont voté massivement pour l'AKP, avec un pourcentage supérieur à celui obtenu par le parti du Président en Turquie. Le vote des personnes de la diaspora turque est donc essentiel pour Recep Tayyip Erdogan. D'abord, il doit permettre de contribuer à la victoire du "oui" lors du référendum du 16 avril d'autant que cette victoire n'est pas assurée, certains sondages annonçant que le "non" pourrait l'emporter, certes avec une faible marge, chez les électeurs votants en Turquie. Ensuite, il s'agit que la victoire du "oui" soit la plus élevée possible, pour davantage légitimer la centralisation accentuée du pouvoir que demande ce référendum.

Ainsi, le climat du rapport de force de ce début mars 2017 entre l'Allemagne et la Turquie tient à des questions de géopolitique interne du côté de la Turquie, mais aussi du côté de l'Allemagne. En effet, les législatives allemandes de septembre 2017 se préparent dans un contexte où, selon le quotidien Bild, 81% des Allemands considèrent que Berlin, sous la direction de la chancelière Merkel, s'est montré trop complaisant avec la Turquie. Il est vrai que, les années précédentes, l'Allemagne a accepté silencieusement des propos fort violents d'Erdogan ou de ses ministres. L'Allemagne est resté sans réagir face à des meetings organisés en Allemagne en faveur de l'AKP où étaient déversés par des responsables turcs des discours fort belliqueux à l'encontre du Parti démocratique des peuples (en turc : Halkların Demokratik Partisi - HDP) et très hostiles aux valeurs de l'Allemagne.

En ce début 2017, le fait nouveau concerne l'attitude de certaines personnalités allemandes de gauche demandant plus de fermeté à l'égard de la Turquie. En effet, toutes ces dernières décennies, la gauche allemande et tout particulièrement le SPD, premier et par ailleurs toujours défenseur de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, était généralement très silencieuse sur ces questions (À l'exception de Thilo Sarrazin qui a publié en 2010 *Deutschland schafft sich ab* (L'Allemagne disparaît) ; cf *Géopolitique de l'Europe : de l'Atlantique à l'Oural*). Pourquoi ? Tout simplement parce que la majorité des Allemands d'origine turque vote pour le SPD, un vote ayant conduit à influencer, et parfois à déterminer, les résultats des élections législatives allemandes⁴.

Les violents discours d'Erdogan, et tout particulièrement celui du 5 mars 2017, conduisent à soulever une question essentielle. Faut-il autoriser des ministres d'un gouvernement étranger à venir participer à des campagnes électorales sur son propre territoire ? La réponse générale est positive, mais, dans ce cas, ces ministres ne devraient pas critiquer le pays qui accueille une partie de diaspora ou porter atteinte à sa concorde sociale. Or c'est bien ce qui s'est passé lors de précédentes manifestations politiques de responsables turcs en Allemagne ou en France.

Par exemple, le dimanche 4 octobre 2015, au Zénith de Strasbourg, Recep Tayyip Erdogan a délivré aux Turcs de la diaspora européenne un message qui peut se résumer par la formule : "un seul drapeau, un seul pays, une seule foi". Dans la grande salle du Zénith, où 12 000 hommes et femmes étaient séparés, Recep Tayyip Erdogan a déclaré aux Turcs qui vivent en Europe qu'il souhaitait leur réussite économique en Europe pour envoyer argent et richesses en Turquie. Mais il leur a déconseillé de faire le moindre effort pour s'intégrer aux pays européens où ils vivent.

Si la Turquie a pu faire levier sur la question des réfugiés pour mettre la pression sur Bruxelles, et plus particulièrement sur Berlin, qu'en est-il de la réalité de cette pressions sur le terrain ? Dans quelle mesure les flux migratoires seraient modifiés par un changement de politique d'Ankara ?

La Turquie des années 2010 n'a cessé d'utiliser les migrants à ses fins géopolitiques propres. D'une part, la Turquie, en laissant un groupe comme Daech utiliser son territoire, notamment pour le recrutement de djihadistes issus d'autres pays, et en aidant des groupes islamistes à attiser les violences en Syrie, a concouru au conflit civil et, donc, à l'exode de populations syriennes vers son pays, comme vers le Liban ou la Jordanie. D'autre part, surtout à compter de fin 2014, la Turquie a facilité la ré-émigration vers l'Europe, escomptant en tirer des avantages de l'Union européenne. Le gouvernement turc laissait les passeurs agir à leur guise, en plein jour, et amasser des milliards d'euros. En outre, même si le socle de la migration est venu de Mésopotamie, les passeurs ont proposé leurs filières à des migrants issus de nombreux autres pays (Afghanistan, Erythrée, etc.). En 2015 et au début de 2016, la Turquie était devenue une "autoroute à migrants"⁵.

Il est incontestable que Recep Tayyip Erdogan a utilisé la question migratoire à des fins géopolitiques. Pendant des mois, Recep Tayyip Erdogan a laissé faire les passeurs pour envoyer des migrants en Europe. Quand il a obtenu ce qu'il voulait de l'UE, soit des milliards d'euros, la réouverture des négociations d'adhésion avec l'UE et la promesse de la suppression des visas pour les turcs qui se rendent en Europe, les flux migratoires de Turquie vers l'Europe se sont quasiment arrêtés.

Un an après, en mars 2017, la situation sur les terrains syriens a changé, ce qui pourrait permettre à l'Union européenne de desserrer les contraintes géopolitiques que la Turquie fait peser sur elle. En effet, une partie significative des territoires syriens a retrouvé une situation pacifiée où la guerre civile s'est interrompue. En conséquence, d'une part, d'autres Syriens qui seraient partis si la guerre s'était prolongée là où ils habitent choisissent de rester et ne contribuent donc pas à augmenter la masse de migrants utilisée géopolitiquement par la Turquie. D'autre part, nombre de Syriens présents en Turquie veulent retourner chez eux.

Pour que les migrants syriens qui se trouvent dans les pays voisins retrouvent leur pays, comme ils le souhaitent dans leur grande majorité, et cessent donc d'être utilisés comme marge de manœuvre géopolitique par la Turquie, cela suppose de leur apporter une aide à la réinstallation.

Quels sont les moyens dont disposent les Européens pour faire face à ce qui a pu être qualifié de "chantage" ? La donne a-t-elle suffisamment changé pour développer une nouvelle stratégie européenne sur cette question ?

L'Union Européenne a les moyens de faire en sorte que les menaces migratoires périodiquement proférées par la Turquie s'arrêtent en concourant à la pacification et à la reconstruction de la Syrie. Comme plus de 96% de habitants de la terre qui vivent là où ils sont nés, les Syriens veulent vivre et travailler au pays. Mais pour cela, il faut favoriser des conditions de pacification.

L'UE devrait enfin prendre en compte les réalités géopolitiques au lieu de se laisser aveugler par des approches idéologiques déconnectées des réalités. Ces dernières années, l'UE s'est trompée. Elle pensait que la Syrie connaissant en 2011 une simple révolution qui amènerait à un rapide changement de régime comme précédemment en Tunisie et en Égypte⁶. C'est ce mauvais diagnostic géopolitique qui a contraint l'Union européenne à céder aux pressions de la Turquie et à manquer de fermeté à l'égard des dérives anti-démocratiques et liberticides de ce pays. Désormais, l'Union européenne doit abandonner sa stratégie déployée depuis 2011 qui a totalement échoué et avoir la volonté de changer de stratégie et donc de modifier sa politique étrangère vis-à-vis de la Syrie et ses interventions dans ce pays.